



Jean-Louis Margolin : le " marxisme pour bébés " du leader de La France insoumise

Pour l'historien, le talent de tribun de Jean-Luc Mélenchon fait passer au second plan un programme irréaliste et dangereux : la sortie de l'Europe, de l'euro et de l'OTAN

Le pourfendeur des médias est devenu leur roi. Les éloges pleuvent sur le brio du duelliste verbal, sur la culture de l'orateur, sur l'irrésistible habileté de ses reparties, sur la fascination exercée auprès de ses auditeurs. Il est dommage que, de la petite chanson mélenchonienne, électeurs et commentateurs ne paraissent retenir que l'air, point les paroles. Celles-ci sont pourtant souvent stupéfiantes.

La sortie de l'Union européenne ne serait pour Mélenchon qu'un premier pas. Il induirait une réorientation radicale des alliances de notre pays. D'un côté, des références invariablement négatives à l'Europe qui paraît se confondre avec une Allemagne-repoussoir. Les autres nations européennes n'ont droit à considération qu'en tant que victimes de l'ordre berlino-bruxellois. Celles d'Europe orientale constitueraient de simples otages des Etats-Unis. De l'autre, une France qui prendrait le grand large. Dans trois directions. D'abord, quoique Mélenchon se défende d'une proximité avec Poutine, son programme reprend fidèlement les axes de la diplomatie russe. L'OTAN est dénoncée comme structure d'agression. Il conviendrait plus spécifiquement de s'opposer au bouclier antimissile installé en Pologne. Et pas question de construire une défense européenne : *" Telle que formulée aujourd'hui, c'est la guerre, et contre la seule Russie. "*

Dans ces conditions, pourquoi et comment s'opposer à la volonté poutinienne de redessiner les frontières est-européennes ? Aucune mention n'est faite des victimes désignées : Ukraine, Géorgie, voire pays baltes et Moldavie. Quant au Kosovo, arraché à une Serbie prorusse, son droit à l'existence n'est pas reconnu. S'agissant du conflit syrien, sont nommément accusés d'entretenir cette " guerre de mercenaires " l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, sans un mot sur les responsabilités de la coalition chiite (gouvernement de Damas, Iran, Hezbollah libanais), coordonnée avec la Russie.

" alliance altermondialiste "

La France a-t-elle encore quelque chose à faire de l'Europe ? La réponse est claire : *" Notre ancrage est en Méditerranée et avec les peuples francophones du continent africain, là où va se façonner l'avenir "* des peuples avec qui se sont tissés *" des liens d'amour et d'humanité "*. L'option est précisée dans la " Phase 2 " de la synthèse des contributions des Insoumis : *" De nouvelles alliances, notamment avec les pays méditerranéens, sont proposées pour construire une nouvelle politique étrangère de la France. "* Voulant échapper aux soupçons de néo-Françafrique, le même texte précise qu'il convient de *" promouvoir les relations entre populations française et africaines, en initiant une rupture diplomatique claire avec les régimes dictatoriaux et leurs oligarchies "*. Fort bien, mais ceux-ci régnant sur la plupart des pays africains, et bon nombre de méditerranéens, comment concrétiser cette alliance ? Et, plus fondamentalement, pourquoi l'Afrique francophone renforcerait-elle un lien déjà pesant avec son ancienne métropole coloniale ?

L'ambiguïté est plus grande encore pour la troisième direction de la reconfiguration mélenchonienne : élaborer une " *nouvelle alliance altermondialiste avec les BRICS* " (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), bizarrement vus comme un bloc cohérent, alors que leurs projets communs sont moins évidents que leurs divergences. Le sentiment d'irréalité s'accroît encore quand cette alliance reçoit pour contenu " *l'indépendance de chacun* " et la renonciation à l'idée d'empire. Avec la Russie ? Avec la Chine ? On en rit, puis on en frémisse. Les nouvelles alliances sont-elles davantage que d'aimables couvertures aux trois " non " sans perspective crédible – à l'euro, à l'Europe, à l'OTAN – qui constituent le vrai cœur du programme mélenchonien ?

On a gardé le meilleur, ou le pire, pour la fin : la négation de toute autonomie du phénomène terroriste. Mélenchon déclare " *refuser la logique du choc des civilisations et de la guerre intérieure* ". Qui, hors l'extrême droite, dirait le contraire ? Mais cela doit-il aller jusqu'à refuser l'évidence : le caractère islamiste du terrorisme ? Le mot ne figure nulle part. Ce n'est pas un oubli, ou une pudeur. Mélenchon affirme : " *La religion est un prétexte et certainement pas la raison d'agir.* " Ce sont pour lui des Etats assoiffés de pétrole et de gaz qui se trouvent derrière le terrorisme. La guerre d'Afghanistan, en 2001, aurait pour origine un projet de pipeline, et non la chute des Twin Towers – vieille antienne. De la même façon, le conflit syrien serait lié à une querelle sur le transit des matières premières, et pourrait donc être résolu en tenant compte des intérêts économiques des pays concernés. Cet économicisme explique que Mélenchon, dans son programme et plus encore lors des débats, ait mis l'accent sur la lutte contre le financement du terrorisme, considérant même que l'" *impôt révolutionnaire* " un moment payé par les Ciments Lafarge à l'organisation Etat islamique en serait un rouage essentiel : il conviendrait de " *réquisitionner les entreprises qui collaborent avec les agresseurs* ". Croit-il que les bombes humaines, ou même leurs dirigeants, soient motivés par l'argent, ce terme qui revient de manière obsessionnelle dans le discours mélenchonien ?

La négation du phénomène islamiste s'accompagne aussi d'un double renversement de responsabilité. Les manigances occidentales, et surtout américaines, seraient la source initiale du terrorisme. Et seuls des " hypocrites " singulariseraient l'islam, y compris dans ses versions extrémistes, alors que toutes les religions devraient être frappées du même opprobre. C'est pourquoi, par souci d'équité laïque, le candidat réserve dans ses interventions orales tous ses coups au seul christianisme. Jean-Luc Mélenchon a le vocabulaire, le style et un jeu de références qui séduisent. Mais le fond de son discours est ce que George Orwell dénommait un " marxisme pour bébés ".

Jean-Louis Margolin

[t](#) ►

16/04/17

Thierry Wolton : " Les deux extrêmes nous menacent "

Les démocrates doivent se méfier du populisme " rouge-brun " de la candidate frontiste et du leader de La France insoumise, estime l'essayiste. La diabolisation de Mme Le Pen sert la sanctuarisation de M. Mélenchon

La perspective de voir Marine Le Pen accéder au second tour de l'élection présidentielle, pis, celle plus douteuse que la candidate du Front national soit élue le 7 mai prochain offrent une

belle opportunité à Jean-Luc Mélenchon : le danger " fasciste " permet de relativiser l'avancée " gauchiste ", le mal absolu sert à escamoter le mal relatif. Les obsessions souverainistes de l'extrême droite, ses poussées racistes, ses tropismes étrangers pour des Poutine ou des Assad masquent les thèses cousines que l'autre extrême défend avec la fougue et le talent que l'on sait du tribun de La France insoumise. La qualité de la performance ne doit pas brouiller le fond du propos, puisque les deux leaders extrémistes chassent sur les mêmes terres, s'adressent au même électorat – les " laissés-pour-compte " –, rejettent les mêmes valeurs – la démocratie représentative, l'Europe –, touchent la même sensibilité – le nationalisme –, ont les mêmes admirations pour les satrapes du monde.

Comme toutes les enquêtes d'opinion le montrent, leur électorat est perméable. Ce qu'on appelle, par commodité de langage, le populisme revêt là des couleurs politiques différentes, mais nous sommes bien en face d'un phénomène commun qui réduit d'autant le champ démocratique. Il ne reste que trois " grands " candidats pour défendre chacun à leur façon les valeurs qui font de cette terre d'Europe un havre de paix et de bien-être, assailli il est vrai mais encore ouvert, par les voix de Hamon, Macron et Fillon. Aujourd'hui, à la vue des sondages, les extrêmes frôlent les 50 % de l'électorat, ce qui est déjà une défaite pour le camp de la démocratie.

Les raisons de ce rejet massif sont connues, elles ont fait l'objet de multiples études, là n'est pas le propos. Le plus troublant dans cette campagne réside dans la cécité qui accompagne la poussée populiste rouge-brun, si l'on peut dire. La diabolisation de Le Pen sert la sanctuarisation de Mélenchon, ce qui finit par relativiser la menace que représente la conjonction des ressentiments que portent l'un et l'autre. Les élucubrations révolutionnaires agitées par le candidat de La France insoumise inquiètent bien moins que la préférence nationale, cheval de bataille de la France Bleu Marine. La poussée dans les sondages de l'extrême gauche ne suscite nullement chez les commentateurs les mêmes craintes que la pole position de l'extrême droite au premier tour, de même que la perspective d'un duel final entre Mélenchon et Le Pen n'inquiète pas outre mesure, puisque l'un l'emporterait vraisemblablement sur l'autre, et tant pis si la démocratie en sort vaincue dans tous les cas.

Mécanisme de l'aveuglement

Voilà un air de déjà-vu. Toutes proportions gardées et parce que l'histoire, on le sait, ne se répète pas, même en farce, la situation rappelle l'entre-deux-guerres quand la légitime peur de la montée en puissance de l'hitlérisme a servi de paravent pour cacher la criminelle politique stalinienne. Qu'il soit clair que Marine Le Pen n'est pas Hitler, pas plus que Mélenchon serait Staline. C'est le mécanisme de l'aveuglement dont il est intéressant de se souvenir, même si les enjeux n'ont rien à voir entre hier et aujourd'hui. L'antifascisme des années 1930 a été un tremplin pour le communisme, notamment par la mobilisation des esprits, voire leur conquête, avant le douloureux réveil du pacte d'août 1939 qui a signifié, en même temps que le déshonneur des communistes et de leurs compagnons de route, l'entrée en guerre de l'Europe. L'entente rouge-brun sur le dos des démocraties de l'époque n'a pas duré, il est vrai, elle a suffi cependant à défaire tout un monde qu'il a fallu des années pour reconstruire ensuite.

Prenons garde qu'à la modeste échelle de cette présidentielle des mécanismes de même nature ne conduisent pas à des effets analogues. La montée en puissance de Mélenchon dans les sondages, regardée en général avec bienveillance, n'affaiblit nullement les positions de Le Pen. En revanche, elle réduit l'assise des défenseurs de la démocratie représentative. Il y a tout lieu de s'en inquiéter. On sait qu'en cas de non-qualification de Mélenchon au second tour une partie de son électorat rejoindra celui de la France Bleu Marine, et qu'une autre partie refusera de soutenir le tenant du capital, selon le cliché, resté en lice. Le réveil le 7 mai 2017 pourrait être

douloureux, comme l'a été le coup de tonnerre du 23 août 1939, avec toujours la démocratie en dindon d'une sinistre comédie. Il faudra des années pour reconstruire cette république qui aura été défaite. Encore improbable il y a peu, ce scénario n'est plus impossible tant que les esprits, jusqu'aux meilleurs d'entre nous, refuseront de renvoyer dos à dos ces deux extrêmes qui nous menacent, faute de les envisager comme un même mal, ainsi que l'histoire du siècle passé nous l'enseigne justement.

Thierry Wolton